

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès



SOMMAIRE

p1 et 2 : L'édito / **p2 :** Solidarité internationale / **p3 à 5 :** Éducation : Sarkozy tue l'école et sacrifie la jeunesse / **p6 :** Goldman Sachs : les fous ont pris le contrôle de l'asile / **p7 :** Actualité sociale / **p8 :** Coup de gueule

L'ÉDITO

Donc les salariés français vont être soumis à une énième crise d'austérité. Nouvelles attaques contre la Sécurité sociale alors que 20 % des Français renoncent à des soins pour des questions financières. Journée de carence pour les arrêts maladie. Accélération de la réforme des retraites, pourtant rejetée par 70 % de la population. Hausse de la TVA, taxe des plus injustes. Baisse des aides sociales (prestations familiales, allocation de rentrée scolaire et aide au logement lorsqu'on sait les difficultés des ménages modestes et des familles monoparentales à payer des loyers qui se sont envolés ces dernières années).

Quant aux « riches », entreprises et financiers, comme à l'habitude on ne leur demandera pas un gros effort. Les entreprises et les hauts revenus paieront 1,9 milliard d'euros tandis que les salaires allongeront près de 80 % de ce dernier « plan de rigueur », soit 7,7 milliards d'euros. Cela dans la droite ligne de la politique suivie par les gouvernements Sarkozy-Fillon qui ont, avec une belle constance, baissé les impôts des tranches supérieures et du capital (atteinte à la progressivité de l'impôt, cadeaux fiscaux, baisse de l'ISF, bouclier fiscal ...), privant ainsi l'État de recettes nécessaires au financement de dépenses sociales ou de postes dans les services et la fonction publics dont il faut rappeler qu'ils sont le bouclier social qui préserve encore un tant soit peu le peuple français de ne pas subir la crise comme ses voisins européens.

Ce qu'il y a de plus inadmissible encore dans ce nouveau tour de ceinture, c'est avec quel mépris du peuple il est annoncé. Les salariés seraient responsables de la crise : ils vivent au-dessus de leurs moyens et s'accrochent à leurs privilèges ! Eh bien non, les Français ne sont pas responsables de la dette publique, ni du déficit budgétaire (qui a plus que doublé sous la présidence Sarkozy). Et les intérêts de la dette (10 % des dépenses publiques !) sont une manne magnifique pour les banques. Et oui, les Français veulent préserver la société qu'ils ont construite de leur argent et de leurs sacrifices depuis l'application du programme du C.N.R.

(Suite page 2)

Danielle MITTERRAND manquera aux combats de la justice sociale

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de Danielle Mitterrand. C'était une femme de libertés, une femme de conviction, engagée dans tous les combats de solidarité entre les peuples ; le fil conducteur de sa vie était celui d'une gauche sincère et déterminée.

« Première Dame de France », puisque c'est ainsi qu'on dit, elle ne s'était jamais laissée piéger par les ors de la république. Fille d'un directeur d'école, révoqué en 1940 par Vichy pour ne pas avoir dénoncé les élèves juifs de son collège, c'était aussi une résistante qui avait rejoint le maquis à 17 ans.

Militante acharnée des droits de l'Homme, elle dénoncera l'esclavagisme moderne, elle s'opposera à l'embargo infligé à Cuba, elle apportera son soutien au sous-commandant Marcos, à Chavez, à Moralès. Elle prendra une grande part au combat pour un partage équitable de l'eau.

Indépendante d'esprit, exigeante dans son soutien aux plus défavorisés, elle s'éloignera du PS et défendra le « non » au référendum sur le projet de texte constitutionnel européen en 2005.

La présidente-fondatrice de « France-Libertés » restera une figure d'exemple pour les nécessaires résistances d'aujourd'hui.



L'ÉDITO (suite)

Pire, les salariés seraient tous des fraudeurs en puissance qu'il faudrait sévèrement encadrer. Cette affirmation est scandaleuse et tout à fait révélatrice du mépris dans lequel cette bourgeoisie traite le peuple. Regardons simplement le rapport parlementaire sur la fraude sociale : sur les 20 milliards d'euros, 16 viennent des entreprises. Sarkozy n'évoque que les 4 restants. 63 % des entreprises contrôlées par l'URSSAF ont dû payer des redressements. La droite évoque des tracasseries administratives, pas un vol ! Les accidents du travail et les maladies professionnelles non déclarés par les employeurs coûtent 1 milliard à la Sécu. Mais Fillon préfère ajouter une journée de carence. Quant au travail au noir, il génère un manque à gagner estimé entre 9 et 15 milliards. Mais on supprime des inspecteurs du travail.

Ce mépris du peuple s'affiche tout autant au niveau européen. Pour Sarkozy comme pour Merkel, l'éventualité de demander l'avis des grecs par référendum était une hérésie, un obstacle vers leur marche en avant vers le gouffre. Pas question ! Ce n'est plus le style d'Europe qui est en cause aujourd'hui : c'est tout simplement la démocratie. Ce qu'avaient mis en avant les défenseurs du « non » en 2005 apparaît en pleine clarté. On ne construit pas l'avenir des peuples sans eux. Ou on le construit contre eux. Mais la technocratie européiste, au service de la finance, s'obstine à penser à leur place. Et elle s'organise pour cela : il n'est que de voir comment Goldman Sachs a investi tous les centres de décisions de l'Union européenne : de Mario Monti à Lucas Papademos, et plus (Cf. « *Les fous ont pris le contrôle de l'asile* », p. 6).

Pour lutter contre cette « internationale de la finance », il ne faudra pas compter que sur le courage (restant à prouver) des candidats à la présidentielle. Mais plutôt sur la mobilisation des peuples, en grève générale au Portugal, dans la fonction publique en Grande-Bretagne ou dans les services publics en Italie. Des convergences restent à trouver en France. Résistance Sociale s'y emploiera.

Marinette BACHE**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE***Par Émilie KERDUJAL***ARGENTINE**

Avec un peu de retard, revenons sur le vote exemplaire qui a eu lieu le 23 octobre dernier. Exemple car il faut se souvenir d'où vient ce pays.

Après que le FMI ait imposé aux Argentins ses recettes habituelles pour 'sortir de la crise -la dette publique atteignait alors les 132 milliards de dollars- en 2001, de violents mouvements populaires s'opposèrent au gouvernement. Cette mobilisation populaire s'est poursuivie jusqu'en 2003 et l'élection de Nestor Kirchner. Kirchner s'affranchira du diktat du FMI et renégociera la dette de son pays avec suffisamment de fermeté pour obtenir une décote de 75 %. Tournant le dos aux dogmes libéraux, il nationalisera la poste, les télécommunications et l'eau.

En octobre 2007, c'est Cristina Fernández de Kirchner qui accèdera à la présidence argentine ; elle continuera la même politique courageuse, elle nationalisera le système des pensions et la compagnie aérienne Aerolienas Argentines. Elle poursuivra la réindustrialisation du pays avec pour premiers objectifs l'emploi et la lutte contre la pauvreté. Les résultats sont là : les dépenses publiques représentent aujourd'hui 25 % du PIB (14 % en 2003) et la pauvreté est passée de 56 % de la population à 13 % entre 2003 et 2010 grâce à ces programmes sociaux et à la revalorisation des salaires et des pensions. Une allocation chômage a été créée ainsi qu'une allocation universelle attribuée en fonction du nombre d'enfants par foyer qui vont à l'école. Le chômage est passé de 20 % en 2002 à 8 %.

Cristina Fernández de Kirchner, qui déclarait que « *cette lutte ne connaît pas l'impartialité et où on ne peut pas vouloir être neutre* », vient d'être réélue au 1^{er} tour avec 53,8 % des voix, (l'ensemble de la gauche obtenant 70 %). CQFD.

GRÈCE

Nouvelle grève générale en Grèce ce jeudi 1^{er} décembre, la 14^{ème} en quelques mois. Ecoles, services publics étaient particulièrement touchés, alors que les fonctionnaires dénonçaient la mise en chômage technique et les suppressions de postes prévus, sans compter des réductions de salaires importantes, y compris pour des salariés à faible revenu (ainsi une salariée interrogée indiquait que son salaire, de 1150 euros il y a quelques mois, est passé à 750 euros).

GRANDE-BRETAGNE

Des centaines de milliers de fonctionnaires ont fait grève et manifesté le 30 novembre pour dénoncer les mesures gouvernementales et notamment la réforme des retraites. C'est le plus grand mouvement social depuis une trentaine d'années selon les syndicats.

BELGIQUE

De nouvelles grèves et manifestations ont eu lieu le 2 décembre contre le plan d'austérité défendu notamment par le socialiste Di Rupo alors que le projet de budget a pu être adopté bien que la crise gouvernementale ne soit pas encore terminée. La Belgique n'a, en effet, qu'un gouvernement intérimaire depuis plus de 500 jours et les dernières élections législatives.

CHINE

Nouvelles grèves des salariés à statut précaire, particulièrement touchés par la baisse de la croissance.

PLACE AU DÉBAT

Éducation : Sarkozy tue l'école et sacrifie la jeunesse

Par Pascal LANGLOIS

En juillet 2007, Nicolas Sarkozy nouvellement élu précisait dans une lettre de mission les priorités de sa politique éducative. A la rentrée de septembre 2011, il apparaît important, d'en faire le bilan, l'évaluation. A quelques mois des élections présidentielles et législatives qui vont décider de l'avenir de notre pays, la politique éducative menée par l'UMP et la droite en général depuis presque une décennie mérite qu'on en dresse un constat précis, à défaut d'être exhaustif, au regard des objectifs fixés par le Président de la République.

Dans l'ensemble de la « sphère éducative », de l'école maternelle au lycée en passant par la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les associations d'aide éducative en milieu ouvert et de lutte contre l'illettrisme et la politique de la Ville, la réalité du travail des professionnels et des bénévoles est faite de mensonges, de réductions de moyens, de préférence donnée à la répression et d'actes de défiance à l'égard du respect des principes de la laïcité. Mensonges des annonces présidentielles et ministérielles face aux objectifs affichés, réductions aveugles des moyens face aux besoins sociaux, priorité donnée aux renforcements des contrôles et des sanctions plutôt qu'au pari éducatif, atteintes constantes au principe de la laïcité dans les financements de l'école comme dans l'idéologie qui la sous-tend. Jamais peut-être depuis la fin de la seconde guerre mondiale l'école n'a été autant attaquée dans ses fondements laïcs et ses principes éducatifs qui postulent d'abord que la Jeunesse est en devenir plutôt qu'une « classe dangereuse ».

Dans le domaine éducatif comme dans bien d'autres, les actes de Nicolas Sarkozy contredisent totalement les annonces et les objectifs affichés à grand renfort de communication. Qu'on en juge sur pièce.

Dans sa « lettre de mission » de juillet 2007, la feuille de route est tracée. « Sur l'ensemble des points de cette lettre de mission, vous nous proposerez des indicateurs de résultats. Nous souhaitons que figurent parmi ceux-ci la réduction de l'échec scolaire et de l'illettrisme, l'amélioration de notre classement dans l'évaluation internationale des systèmes éducatifs, la réduction des inégalités scolaires, l'augmentation de la mixité sociale au sein des établissements, la scolarisation des enfants handicapés, la montée en puissance du dispositif d'évaluation, la suppression des ghettos scolaires et la mise en place des internats de réussite éducative, la revalorisation de la condition enseignante, la formation continue et l'attractivité du métier d'enseignant (1) ».

Le bilan est clair: quasiment aucun objectif assigné n'a été atteint. En réalité, les résultats plaident pour un bilan totalement négatif et à rebours des objectifs fixés. Nicolas Sarkozy veut une évaluation des missions qu'il a assignées à l'école.

Un bilan désastreux et accablant

Réduire l'échec et les inégalités scolaires...

« Si, à l'issue du quinquennat, 5% des élèves quittent le CM2 sans maîtriser les connaissances de base, ce sera encore beaucoup trop, je le sais, mais nous aurons beaucoup travaillé, car ce ne sera plus 15% », affirmait le chef de l'État en février 2008 à Périgueux(1).

Les scores des élèves de CM2 au test nationaux de janvier 2011 montrent que 30% ont des acquis fragiles ou insuffisants en mathématiques, 26% en français. Et ce en dépit de la mise en place de nouveaux programmes centrés sur les fondamentaux. En fin de collège, selon les évaluations du ministère, le score moyen des élèves baisse de manière significative entre 2003 et 2009. La proportion des élèves les plus faibles augmente de 15% à 17,9%; celle des élèves les plus performants diminue de 10% à 7,1%.

La France est un des pays qui arrivent le moins à gommer l'effet des inégalités de naissance sur le parcours scolaire. L'OCDE ne dit rien de plus quand elle mesure que 28% de la performance d'un jeune Français sont dus à son origine sociale, contre 22% dans les pays de l'OCDE. (1).

La suppression massive, depuis plusieurs années, de postes d'enseignants à l'école, au collège comme au lycée a effectivement un coût social et scolaire. Comment lutter contre l'échec scolaire et venir en aide aux élèves en difficulté quand on supprime les postes de professeurs formés pour cela?

- A l'école maternelle, la suppression des postes d'enseignants fait baisser la quantité de jeunes enfants scolarisés à 3 ans alors qu'il est démontré que pour les enfants des classes sociales défavorisées, la socialisation précoce et l'apprentissage du langage est gage de réussite scolaire.

- Les maîtres E, les maîtres G qui travaillent, en élémentaire comme en maternelle auprès des élèves en difficulté repérés par les professeurs des écoles, en petit groupe ou individuellement, ont vu leur nombre décroître vertigineusement depuis 10 ans par la suppression programmée des Réseaux d'Aide Scolaire aux Enfants en Difficulté (RASED). D'ailleurs, à l'université et dans les IUFM, on ne forme plus à ces spécialités. On a confié l'aide aux enseignants qui n'ont pas été formés à cela et on a surchargé les journées par une aide individualisée, au moment des repas, en supprimant les heures de classe du samedi matin.

- Le gouvernement UMP souhaite créer des « jardins d'enfants » en lieu et place de l'école maternelle et de la scolarisation dès le plus jeune âge, à la charge des communes ou de leurs groupements. Il montre par là son souhait d'abandonner la scolarisation des jeunes enfants. À compléter avec la question de constitutionnalité du projet de loi au sénat!

« Par des moyens supplémentaires et par des conseils et des contrôles plus fréquents, vous veillerez soutenir davantage les établissements accueillant les élèves connaissant le plus de difficultés. »(1)

De quoi faire sourire les proviseurs et les directeurs, qui viennent de mesurer que, justement, les établissements les plus socialement défavorisés sont aussi ceux à qui on a le plus repris de moyens d'enseignement en cette rentrée. Ils perdent en moyenne 2,5% de leurs heures, quand les établissements favorisés en gagnent 0,4% (1).

« Dès la rentrée 2007, des études dirigées devront être proposées à tous les élèves de l'enseignement prioritaire, puis généralisées à l'ensemble des établissements scolaires à partir de la rentrée 2008. Pour les élèves les plus en difficulté, vous proposerez du soutien individuel. » (1)

L'accompagnement éducatif a été mis en place, mais sa qualité n'a pas été évaluée et diffère d'un établissement à l'autre. Dans le primaire, le million d'enfants les plus en difficulté bénéficient de deux heures hebdomadaires. En collège, un accompagnement éducatif est proposé à 800 000 jeunes. Le dispositif s'est d'abord mis en place dans les établissements difficiles avant de s'élargir, dans la mesure des crédits disponibles. En lycée, l'aide personnalisée est offerte en seconde et en première.

Au lycée, la réforme de 2010 a créé les heures d'accompagnement personnalisé et a supprimé l'aide individualisée en mathématiques et en français. Le progrès (sic), c'est que maintenant l'accompagnement personnalisé se fait à 35 par professeur alors que l'aide individualisée se faisait à 8. En massifiant le nombre d'élèves par classe et par groupe, on économise des postes

d'enseignants. Ce n'est pas la qualité que l'on recherche, ni d'atteindre des objectifs de performance au profit des élèves mais de réduire le nombre de fonctionnaires.

Certaines villes, comme la ville de Rouen, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), finançaient avec l'État dans le cadre de la politique de la Ville des actions de soutien scolaire. Par exemple, en permettant à des élèves qui avaient de bons résultats au collège mais qui voyaient leurs résultats baisser à l'entrée en seconde, de bénéficier d'aide aux devoirs, faite par des professeurs. Avec le retrait du financement de l'État, ces actions ont dû être arrêtées, les villes ne pouvant en supporter seules le coût quand par ailleurs ses ressources fondaient par la baisse des dotations de l'État et d'une improbable réforme de la fiscalité locale.

Depuis quelques années, à chaque rentrée, des milliers de lycéens qui n'ont pas obtenu leur diplôme à la fin de leur scolarité se retrouvent sans solution de redoublement. Ils ont passé l'âge de l'obligation scolaire et souhaitent tenter à nouveau leur chance pour décrocher le sésame du baccalauréat pour éventuellement poursuivre vers l'enseignement supérieur. Pas de places pour eux! Les syndicats lycéens, l'UNL comme la FIDL, ont organisé des protestations. A 35 voire 40 en classe de Terminales, il n'y a pas de places pour les perdants alors que l'objectif numéro 1 assigné à l'école est de réduire le nombre d'élèves « sortis sans diplôme »! De qui vous moquez-vous M. Châtel quand vous annoncez que la rentrée s'est bien déroulée??

Augmenter la mixité sociale des établissements, supprimer les ghettos scolaires...

Pour augmenter la mixité, la carte scolaire a été assouplie. Elle devait être totalement supprimée à cette rentrée. Mais la mesure a produit l'effet inverse. La Cour des comptes a clairement parlé, dans un rapport daté de novembre 2009, d'une ghettoïsation des établissements fragiles. Le ministre Luc Chatel, après s'être tu deux ans sur le sujet, a précisé le 1er septembre 2011 qu'on ne pouvait à l'heure actuelle offrir une plus grande liberté de choix aux familles. Une étude interne du ministère sur la rentrée 2008 montrait que les trois quarts des 254 collèges les plus défavorisés avaient perdu des élèves. Dix-neuf d'entre eux en ont même vu s'évaporer plus de 10% à l'entrée en 6e lors de cette rentrée-là. Et ils ne sont pas les seuls. « *La moitié des établissements qui se disent affectés négativement par l'ouverture de la carte scolaire sont des collèges moyens de villes moyennes* », selon le principal syndicat de chefs d'établissement, qui a dévoilé, le 7 avril, les premiers résultats de son Observatoire des effets de l'assouplissement de la carte scolaire (1).

En ce qui concerne les « internats d'excellence », un cap est passé. Celui des 10 000 jeunes accueillis. Quelque 22 structures reçoivent à cette rentrée 10300 collégiens. Il s'agit de jeunes qui, à leur niveau, visent l'excellence, mais n'ont pas chez eux les conditions de travail qui leur permettent de réussir. Ils sont « proposés » par leur établissement d'origine et recrutés sur des critères de « discrimination positive » car habitant des territoires estampillés « Zone sensible » ou « rurale ». 2400 jeunes sont logés dans des internats d'excellence quand 7900 le sont dans des internats classiques où des places ont été labellisées « excellence ». En cette rentrée, ils ont été triés et choisis en fonction des crédits « politique de la ville » disponibles. Certains ne peuvent donc pas en bénéficier faute de moyens. La « bourse » annuelle allouée à l'établissement pour payer l'hébergement et diverses actions de soutiens scolaires et culturels est passée de 2000€ à 1100€, c'est à dire qu'elle ne sert plus qu'à payer les frais d'internat et de demi-pension.

L'esprit de cette innovation, qui coûte très cher par jeune accueilli, est de faire de ces structures des têtes de pont en matière d'innovations pédagogiques et de bonnes pratiques éducatives. A compter de cette rentrée, tous sont en réseau. En parallèle, et sans que ce soit précisé dans la lettre de mission, des internats de

réinsertion scolaire ont été développés pour les jeunes exclus d'au moins un établissement.

Cette innovation a aussi pour conséquence de retirer aux établissements d'origine des élèves dynamiques et moteurs qui leur font souvent défaut dans les classes, d'isoler encore les élèves faibles et de ghettoïser les quartiers.

L'autonomie pédagogique des établissements...

« *Vous donnerez d'abord à tous les établissements plus de souplesse et d'autonomie, en particulier dans le domaine budgétaire, pour leur permettre de mettre en oeuvre, sous le contrôle, bien sûr, de l'autorité académique, un projet pédagogique qui leur soit propre.* »

Que signifie l'autonomie quand 12,3% des établissements interrogés par le syndicat des principaux et proviseurs disent ne pas pouvoir assurer tous les cours obligatoires avec leur enveloppe d'heures d'enseignement? Et quand 31% ne respectent que « formellement » les horaires nationaux? En ce qui concerne le choix des enseignants par les chefs d'établissement, c'est le cas de 4,5% des collèges pour cette rentrée.

L'autonomie des établissements, c'est la rupture du traitement égalitaire qui fait que les élèves ne bénéficient plus, quelque soit la discipline, du même horaire d'enseignement. « Cette situation est une conséquence directe d'une politique éducative de déréglementation menée depuis 2007 et qui consiste à introduire une grande flexibilité dans la gestion locale des établissements publics. Ainsi, avec désormais un volume de plus de dix heures par semaine dont l'utilisation est laissée au libre arbitre du chef d'établissement, la formation proposée aux élèves dans toutes les séries générales ou technologiques devient différente d'un établissement à l'autre. Derrière un affichage de plus grande liberté locale avancée par le ministère, se dessine en définitive une toute autre réalité. Notre enquête montre que pour environ 30 % des lycées, l'horaire proposé aux élèves s'avère extrêmement disparate et inégalitaire. L'horaire officiel de quatre heures n'est pas toujours respecté, les classes sont par endroit dédoublées sur plus d'une heure là où d'autres laissent trente-cinq élèves par classe.

Ces différences sont aggravées par une utilisation de l'accompagnement personnalisé très diverse, souvent détournée en une heure de cours supplémentaire (de mathématiques, de français) dans de nombreux lycées. L'argument officiel argue que ces disparités constituent une chance locale de s'adapter au public de l'établissement. Nous affirmons au contraire qu'elles renforcent les inégalités dans des établissements publics qui n'ont pas tous les mêmes bassins de recrutement (2).

Revalorisation et attractivité du métier d'enseignant, formation...

La question de la revalorisation de la profession d'enseignant a bien mal débuté quand X. Darcos alors ministre déclarait, à l'adresse des professeurs des écoles maternelles, qu'il n'y avait pas besoin de faire d'études universitaires pour changer les couches des jeunes enfants. Ou quand le président lui-même expliquait qu'il pensait le rôle du curé (du rabbin ou de l'imam) plus important que celui de l'éducateur.

Il était prévu que la moitié des enseignants partant en retraite ne seraient pas remplacés et que la moitié de l'argent économisé serait redistribué à ceux qui restaient. Les nouveaux embauchés devaient être « mieux » formés, selon la demande présidentielle, puisque la lettre de mission demande de les recruter au niveau bac +5.

En fait, les jeunes qui entrent dans le métier perçoivent 153 euros net de plus, 259 euros s'ils sont agrégés... Jusqu'à huit ans d'ancienneté, les professeurs ont été revalorisés, de façon décroissante. Pas le reste de la profession.

En revanche, 1,45 milliard d'euros financent des heures supplémentaires. Officiellement, la formation continue a été

repensée. En fait, seule 113 demandes de DIF (droit individuel à la formation) ont été acceptées. Pour 800 000 enseignants...

Le métier n'attire plus. En 2011, 20% des 4880 places offertes aux capes externes n'ont pas été pourvues, faute de candidats estimés au niveau. En mathématiques, 40% des postes ont été laissés vacants. Dans les disciplines littéraires, la situation est globalement moins mauvaise – à l'exception des lettres classiques où 58% des postes sont restés vacants. Mais en anglais ou en lettres modernes, ce sont respectivement 16,5% et 19% des postes qui restent vacants. En novembre 2010, il y avait à peine plus de candidats présents aux épreuves écrites dites d'admissibilité du capes de mathématiques – première étape du concours – que de postes offerts (un poste pour 1,3 candidat). La baisse du nombre de candidats s'amorce en 1997. Celle des recrutements deux ans avant. « *Beaucoup d'étudiants considèrent que les concours sont devenus trop sélectifs, et que les préparer est une perte de temps*, observait récemment Julien Goarant, directeur d'études à l'institut OpinionWay. Pire que cela, à ses yeux, le métier d'enseignant ne fait plus rêver. « *Les étudiants qui pouvaient être attirés par la profession sont freinés par ce qu'ils entendent sur la violence scolaire, les faibles perspectives de carrière, le stress...* » (1)

C'est pourtant sur le thème d'un « métier de rêve » que le ministère a lancé une campagne de recrutement de professeurs précaires sans statut si ce n'est celui d'être jetable. Car il faut rappeler que c'est le Ministère de l'Éducation nationale qui emploie le plus de salariés sous statuts précaires.

Que dire de la nouvelle formation initiale des jeunes enseignants sinon qu'elle est inexistante. Les nouveaux professeurs sortent de l'université sans avoir fait de stage en classe auprès d'un professionnel, sans avoir enseigné auparavant et pour un service hebdomadaire égal à celui d'un titulaire. Dans beaucoup de cas, ils sont affectés sur plusieurs établissements, travaillent 70 heures par semaine pour préparer leur cours et sont les plus victimes de « burn-out » !

Les rythmes scolaires, les programmes, les effectifs par classes.

« *Vous ouvrirez une réflexion sur la manière de réduire le volume horaire imposé aux enfants.* »

C'est fait ! Les élèves du primaire ont 24 heures de cours réparties sur quatre jours, contre 26 heures avant 2008. Mais personne n'est content et le retour à 4,5 jours se profile avec un allongement de l'année scolaire. En avant goût de la réforme des programmes dans les lycées professionnels comme dans les lycées généraux, la baisse du nombre des heures de cours, c'est à dire des programmes, a d'abord conduit à la suppression de postes d'enseignants et à l'augmentation du nombre d'élèves dans les classes. Dans les lycées professionnels, le bac professionnel se prépare maintenant en 3 ans, et plus en 4, et l'augmentation des effectifs par classe a été parfois du simple au double, on est passé de 17 à 35 ! On y a réduit le nombre d'heures de cours et allongé les durées des stages en entreprises.

Dans la filière Sciences et Techniques Industrielles, on a supprimé les enseignements en atelier sur les machines outils, préférant le travail sur informatique. C'est à dire que l'on forme maintenant des futurs techniciens supérieurs de l'industrie sans qu'ils aient travaillé sur les machines qu'ils trouveront à leur embauche dans l'entreprise.

Amélioration du classement de la France au niveau international...

L'amélioration de notre classement dans l'évaluation internationale des systèmes éducatifs ne se vérifie pas vraiment. On a plutôt l'impression d'une courbe descendante qui n'a pas amorcé son redressement.

Depuis 2000, première session du PISA, le programme qui évalue les acquis à 15 ans des jeunes des pays de l'OCDE, la France chute à chaque nouvelle session. Entre 2000 et 2009, les lycéens français sont passés de la 12^e à la 18^e place en lecture ; entre 2003 et 2009, de la 13^e à la 16^e place en mathématiques, et sont restés stables en sciences, à la 21^e place, entre 2006 et 2009. (1)

Une action sociale privée de moyens

Dans tous les établissements, et ce depuis la rentrée de 2010, les Fonds Sociaux sont sacrifiés. Ceux-ci étaient utilisés par les chefs d'établissement et le service social, après une étude scrupuleuse des situations familiales, à financer la demi-pension, les transports, des sorties pédagogiques, des échanges internationaux ou encore les fournitures qui, pour certaines sections professionnelles notamment, sont très coûteuses. C'en est fini, les assistantes de service social scolaire sont maintenant dépourvues d'outils d'aide financière. Et elles ne peuvent pas compter davantage sur les services sociaux départementaux de secteur. Les Conseils Généraux, même quand ils sont socialistes, ont eux aussi réduit leur effort parce que leurs ressources financières se sont régulièrement amenuisées du fait du double effet de la baisse des dotations de l'État et de l'augmentation des charges imposées par la loi.

Une aide éducative impuissante et centrée sur la répression

Là encore, la réduction constante des moyens alloués à l'Aide Sociale à l'Enfance laisse les équipes sans outil pour solliciter le soutien à des familles qui demandent l'aide éducative en milieu ouvert. La prévention, pour les adolescents en danger, des situations à risques est sacrifiée quand l'État mobilise les services de la Protection judiciaire de la Jeunesse d'abord auprès des jeunes incarcérés ou condamnés. Ou quand il préfère supprimer les allocations familiales aux parents des élèves absentéistes.

La situation des « jeunes majeurs », souvent scolarisés dans la dernière année d'un cycle diplômant, est particulièrement inquiétante. Les prises en charge « jeunes majeurs » accordées par les services départementaux sont très peu nombreuses et laissent des jeunes adultes sans solution pour se loger, se nourrir et sans encadrement éducatif pour éviter les conduites à risques, addictives ou délinquantes.

La laïcité attaquée

Le principe de laïcité, constitutionnel, est le pilier d'une République digne de ce nom. Depuis que Nicolas Sarkozy est à la tête de notre pays, ce principe n'a jamais été autant attaqué par celui-là même qui a pour fonction de le respecter et le faire respecter.

C'est le cas quand il explique qu'il pense le rôle du curé (du rabbin ou de l'imam) plus important que celui de l'éducateur. Et quand la majorité UMP au sénat comme à l'assemblée nationale favorise l'enseignement privé confessionnel par rapport au service public : Loi Carle, suppression de l'impôt foncier pour les établissements privés, supplément budgétaire pour amortir les suppressions de postes d'enseignants. Pour scolariser 17 % des élèves, l'enseignement privé confessionnel supporte 8% de l'effort dans la restriction des moyens.

L'école, après 5 années de sarkozysme, est un champ de ruines. La jeunesse est montrée comme une classe dangereuse alors qu'elle notre avenir. Il est temps de changer pour une autre politique éducative qui a d'abord comme principe l'émancipation. Le chantier est ouvert.

(1) *Le Monde*, 6 septembre 2011.

(2) *La réforme Chatel des lycées est injuste et élitiste.* Eric Barbazo, dans *lemonde.fr* du 20 septembre 2011.

PERPLEXE, J'EN PARLE À MON CHAT

Goldman Sachs : les fous ont pris le contrôle de l'asile

(Article publié le 15 novembre 2011 sur le site "Les mots ont un sens" par Napakatbra)

La crise a été déclenchée par les banques (Goldman Sachs en tête) ? Qu'à cela ne tienne, plusieurs anciens tauliers de la Sulfureuse ont pris le pouvoir - à la BCE, au FMI, en Grèce, en Italie. À la grande satisfaction des marchés et des politiques de tous bords. Jusqu'ici, tout va bien...

Mario Draghi (Commission trilatérale et Bilderberg) a été récemment nommé président de la Banque centrale européenne (BCE). De 1993 à 2001, il a siégé à plusieurs conseils d'administration de banques italiennes. De 2002 à 2005, il a été vice-président de Goldman Sachs Europe. Pendant cette période, la banque d'affaire a touché 300 millions pour aider la Grèce à camoufler son déficit. Mais Super Mario, bien que chargé des « entreprises et pays souverains », n'était pas au courant...

La maladie de Goldman Sachs

Lucas Papademos (membre de la Trilatérale) est le nouveau Premier ministre grec. Empapados succède donc à Nappadeuro (anagrammes respectives de Papademos et Papandreou). Il a été gouverneur de la Banque centrale hellénique entre 1994 et 2002, qui a participé à l'opération de trucage des comptes perpétré par Goldman Sachs. Le gestionnaire de la dette grecque, qui a racheté les produits dérivés ayant permis la supercherie, est d'ailleurs un certain Petros Christodoulos, ex-trader de la firme.

Mario Monti (Trilatérale et Bilderberg) vient d'être nommé président du Conseil italien. Il est conseiller international de Goldman Sachs depuis 2005, avec un rôle de lobbyiste en chef. Toujours président de la section européenne de la Trilateral Commission et membre du comité de direction du groupe Bilderberg. Difficile de faire mieux...

Goldman, prise la main dans le Sachs

Otmar Issing, Allemand, aussi membre des Bilderberg, ex-président de la Bundesbank (1990-1998) et ancien "*chief economist*" à la BCE (1998-2006). Un homme bien sous tous rapports, qui continue de publier des tribunes en tant qu'ex-BCE, en cachant soigneusement son appartenance à

Goldman Sachs, depuis 2006. Ex-président de Goldman Sachs International dont il est resté l'un des administrateurs, l'Irlandais Peter Sutherland (encore un membre Bilderberg), ancien commissaire européen à la concurrence, est aussi directeur non exécutif de la Royal Bank of Scotland, qui a fait faillite l'an dernier. Et il continue de jouer un rôle crucial dans la crise irlandaise.

Le portugais Antonio Borges dirige le département Europe du Fonds monétaire international (FMI). De 2000 à 2008, il fut dirigeant de Goldman Sachs International. Et l'actuel Président de la Banque mondiale, l'américain Robert Zoellick, fait lui aussi partie de la grande famille des anciens de Goldman Sachs.

Sans parler des Américains : Henry Paulson et Robert Rubin, anciens secrétaires d'État au Trésor, Jon Corzine, responsable de la chute de MF Global, William Dudley, président de la Fed de New York, et à la Maison Blanche, les bureaux qui n'hébergent pas d'anciens de Goldman Sachs se font plutôt rares...

Bref, une belle brochette de banksters, sapeurs et sans reproche, qui ont juste mis le feu aux poudres et déclenché l'incendie généralisé qui commence à nous chauffer le postérieur... et qui se retrouvent aux commandes du camion de pompiers. Le pire, c'est que tout le monde applaudit... tous aux abris !

Sources :

rue89.com, lemonde.fr, trilateral.org, bruxelles.blogs.liberation.fr, wikipedia.org, journaldunet.com.

A signaler sur le même thème le livre de Marc Roche, correspondant du journal Le Monde à Londres : « La Banque », prix du livre de l'économie 2010.

Dette indigne ! Un livre de Gérard Filoche et Jean-Jacques Chavigné

Un énième livre sur la crise ? Non ! Cette fois c'est une attaque en règle, ordonnée et méticuleuse de l'ensemble des politiques d'austérité. C'est certainement l'une des explications les plus pédagogiques sur non seulement les raisons et techniques de la dette, mais aussi des marges de manœuvres réelles dont disposent les états et les peuples. Et, surtout, ce livre tente sérieusement et raisonnablement de tracer des pistes pour une véritable alternative qui soit consensuelle à l'ensemble de la gauche. Pour cela, aucune piste, aucun débat ne sont écartés, de la monétisation à la restructuration de la dette en passant par la sortie ou non de l'Euro.

Un livre à mettre entre toutes les mains.

Gérard Filoche a été inspecteur du travail et militant CGT pendant 30 ans. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont Carnets et Nouveaux carnets d'un inspecteur du travail, éditions Jean-Claude Gawsewitch (2010).

Jean-Jacques Chavigné a été cadre dans un établissement bancaire et délégué syndical CFDT pendant 30 ans. Il est auteur, avec Gérard Filoche, de plusieurs ouvrages dont Une vraie retraite à 60 ans c'est possible, éditions Jean-Claude Gawsewitch (2010).



LE POINT DE VUE DE RÉSISTANCE SOCIALE

Précision sur les élections présidentielles

Résistance sociale est une association qui permet la rencontre et le débat de militants syndicaux, politiques et associatifs des différentes sensibilités de la gauche. Le but est que cet échange, fait sans arrières pensées, sur des bases sincères et sans la barrière de leur organisation respective, permette à chacun d'approfondir sa réflexion au contact des autres et fasse ainsi avancer collectivement la gauche.

Concernant les élections présidentielles, il y a, au sein même du CA de RESO et parmi nos référents locaux, des camarades qui appartiennent au PS, au PCF, au PG, au MRC, à R&S, aux Verts, etc. et qui soutiennent les différents candidats de la gauche, qui, même, ont participé aux « primaires citoyennes » derrière divers candidats.

Il n'est donc pas envisageable que RÉSISTANCE SOCIALE S'ENGAGE AU 1^{ER} TOUR DERRIÈRE L'UN DE CES CANDIDATS.

C'est à titre purement personnel que certains animateurs de RESO ont pris position. A aucun moment, il ne peut donc être argumenté de l'adhésion à Résistance sociale pour présupposer du soutien d'un animateur national ou local de RESO à l'un ou l'autre des candidats de gauche.

ACTUALITÉ SOCIALE

Par Pierre KERDRAON

► **INDEMNITES JOURNALIÈRES : nouveau recul pour la protection sociale**

En présentant son dernier plan de rigueur, le gouvernement avait annoncé l'institution d'un jour de carence pour les indemnités journalières des fonctionnaires et agents publics et d'un quatrième jour pour les salariés du privé. Finalement, sous la pression des députés de droite, il a renoncé à ce quatrième jour pour le privé, préférant le remplacer par une baisse du montant des indemnités journalières pour les salariés gagnant plus de 2 500 euros bruts par mois. N'allez pas croire qu'il s'agit là d'une victoire pour les salariés concernés. D'abord, parce qu'il est probable que les plus grosses entreprises auraient compensé le 4^{ème} jour de carence. Ensuite, parce qu'en baissant les indemnités journalières même pour des salariés qui gagnent plus que la moyenne, c'est porter atteinte au principe même de la Sécurité sociale qui veut qu'on soit indemnisé des journées non travaillées de la même manière quel que soit son salaire. Nul doute, de surcroît, que les assurances privées vont tenter de s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte.

► **SNCF : la concurrence fait déjà sentir ses effets**

Trois ouvriers sont morts voici quelques jours, fauchés par un train de marchandises dont les horaires avaient été modifiés sans qu'ils en soient informés. Bien sûr, certains évoqueront le manque de chance ou la culpabilité de celui ou de celle qui a oublié de transmettre l'information. C'est un peu court comme réponse. La réalité, c'est que la SNCF, confrontée à une concurrence toujours plus forte a de plus en plus de mal à anticiper. Il lui faut jongler pour faire passer ses trains et ceux de ses concurrents et inévitablement des couacs se produisent. Celui-ci a coûté la vie de trois hommes et en a blessé un quatrième. L'arrivée prochaine de la concurrence dans le transport « voyageurs » ne va pas simplifier les choses, au contraire ! On frémit déjà à la pensée qu'une mauvaise coordination pourrait entraîner des accidents encore plus graves, comme cela s'est passé en Grande-Bretagne, il y a quelques années.

► **EDF : mort parce que privé d'électricité**

Pour une fois, la presse en a abondamment parlé tant cela a choqué : un chômeur est mort dans l'incendie de sa maison parce que, victime d'une coupure d'électricité, il avait dû s'éclairer à la bougie. Au-delà de ce cas dramatique, il convient de relever que de plus en plus de personnes seules, voire de familles sont aujourd'hui dans le même cas, faute pour les services sociaux d'être alertés à temps, voire même parfois de manquer de moyens pour les aider. Et puis, dans certains cas, EDF pourrait éviter de couper l'électricité, non ?

► **GDF/SUEZ : le gel des tarifs retoqué**

Le conseil d'État vient récemment de retoquer le décret du gouvernement gelant les tarifs de GDF/Suez pour les particuliers au motif qu'il y avait distorsion de concurrence. Résultat : les tarifs vont augmenter, réduisant encore un peu plus le pouvoir d'achat des salariés. Une question néanmoins se pose : le conseil d'État aurait-il pris la même décision si GDF était restée dans le giron public ? Parions que non.

COUP DE GUEULE

La voix des peuples contre la finance

Par Patrick QUINQUETON

Le premier frappé a été le peuple grec. Il a été sommé d'accepter un plan d'austérité, qui n'a d'ailleurs fait qu'aggraver sa situation, et qui a été imposé de l'étranger. Puis il s'est vu infliger des « contrôleurs » étrangers, comme s'il était soumis à un régime d'occupation. Puis il a été privé de la possibilité de dire par référendum ce qu'il en pense. Puis il lui est imposé un gouvernement d'union nationale, ce qui le prive de la possibilité de sanctionner par les urnes les responsables du sort qui lui est fait. C'est maintenant au tour du peuple italien : le remplacement de M. Berlusconi par M. Monti - qui n'est pas choisi par le peuple italien - était demandé par les marchés financiers, qui se sont longtemps bien accommodés du personnage corrompu qui l'a précédé. Mais la démocratie a son rythme - jugé trop lent par les marchés et les agences de notation - et les « réformes » - entendez par là : des mesures consistant à prendre de l'argent dans la poche des pauvres pour le placer dans la poche des riches, sans que ceux-ci ne contribuent réellement - ne peuvent pas attendre. Le poids des marchés financiers dans les décisions économiques, sociales et même politiques, relayé par les chefs d'État et de gouvernement européens, fait fi des principes républicains les plus établis.

La crise du surendettement européen, c'est d'abord la conséquence d'un choix absurde lors du traité de Maastricht : créer une monnaie unique dans une zone à l'intérieur de laquelle les

divergences économiques sont majeures : d'un côté, la croissance par le « *dumping* » social et commercial de l'Allemagne et de quelques pays de l'Europe du nord, et de l'autre la désindustrialisation massive de l'Europe du sud, qui atteint la France. Une réponse solidaire des Etats membres est nécessaire : elle passe notamment par la possibilité reconnue à la Banque centrale européenne de soutenir la croissance dans l'ensemble de la zone euro par le rachat de titres de dette souveraine (des États membres). Le taux de l'euro par rapport au dollar doit baisser, pour favoriser la production dans les pays de la zone euro. A défaut, elle passera tôt ou tard par le retour à une monnaie commune coexistant avec des monnaies nationales ajustables. Quelle que soit l'issue, elle nécessitera une politique d'exigence.

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de choix. C'est pourquoi la démocratie a toujours toute sa place, n'en déplaise aux « marchés ». Un référendum, ce n'est pas un « obstacle à la mise en œuvre des réformes », c'est un moment de la démocratie. La démission d'un gouvernement, en démocratie, cela exige la reconstitution d'une majorité. Et le choix des dirigeants, dans une démocratie, ne peut qu'être le fait des citoyens, à travers un exercice qui demande un peu de temps et d'énergie et qui s'appelle : des élections.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires
par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)